



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

243 | 2008

Café et politiques

Le café et les pouvoirs au Burundi

Alexandre Hatungimana



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/5298>

DOI : 10.4000/com.5298

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2008

ISBN : 978-2-86781-467-9

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Alexandre Hatungimana , « Le café et les pouvoirs au Burundi », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 243 | 2008, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/5298> ; DOI : 10.4000/com.5298

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

Le café et les pouvoirs au Burundi

Alexandre Hatungimana

- 1 Introduit au début des années 1920 et vulgarisé à grande allure au cours des décennies 1930-1950, la production de café vouée à l'exportation mobilise tout le pays puisque chaque « indigène » adulte est appelé à entretenir quelques dizaines de caféiers. L'État colonial et toutes les instances dirigeantes post coloniales se sont vite investis dans cette nouvelle production appelée à façonner une paysannerie capable de produire de l'argent en plus de la nourriture. Tandis que le pouvoir allait trouver les moyens de sa domination, à savoir les sommes nécessaires au fonctionnement de la machine administrative, le paysan était censé en tirer les bienfaits de la civilisation par l'acquisition de biens de consommation modernes (cotonnades, ustensiles de cuisine, outils agricoles, etc.). À travers cette nouvelle culture l'emprise sur l'économie et la société burundaises de l'État colonial et des régimes qui se sont succédé à la tête du pays devient décisive.
- 2 Cet article se propose de réfléchir sur la question des cultures de rente, en distinguant les logiques de pouvoir (autorité/obéissance) intrinsèques et les exploitations politiques selon l'appartenance ethnique ou politique des acteurs, qui, au Burundi, est devenue un critère politique pertinent. La réflexion s'inscrit dans la « longue durée », allant de la colonisation jusqu'à nos jours, en insistant sur les enjeux particuliers de chaque époque (logiques de pouvoir autoritaire colonial et « instrumentalisation » du café).
- 3 Après avoir jeté un regard sur les enjeux politiques du temps de la colonisation, nous nous intéresserons aux nouvelles stratégies d'exploitation politique d'une denrée au départ économique.

Le café et l'État colonial

- 4 Depuis la décennie 1930, le café intervient comme un vecteur de la construction des pouvoirs au Burundi qui sous l'État colonial se différencient de la façon suivante : les lois sont dictées par les représentants de la Métropole, à savoir le gouverneur, le vice-gouverneur, le résident, l'administrateur du territoire et jusqu'au petit agronome ; viennent ensuite les missionnaires dont le rôle dans la consolidation de l'État colonial fut

déterminant, et enfin les chefs autochtones, appelés bon gré mal gré, à transmettre à leurs sujets et à faire appliquer les ordres donnés d'en haut. Il importe d'analyser les rapports entre ces différents niveaux de pouvoirs impliqués dans le programme café.

Le café et la hiérarchie coloniale

- 5 Les années 1930 marquent le début d'une vulgarisation particulièrement vigoureuse et « musclée » du caféier sur les collines du Burundi, pour laquelle toutes les autorités européennes sont mobilisées. Le vice-gouverneur Voisin donne le ton en 1930 quand il révèle son intention de « faire du Ruanda-Urundi un pays du café ». Son successeur E. Jungers lui emboîte le pas et fait sien le « programme Voisin ». Cet officiel belge, fort du principe de « développer le paysan par lui-même », donna une impulsion décisive à la politique économique basée sur la caféiculture ; ses multiples interventions et ses instructions l'ont fait passer pour le véritable « père du café » au Burundi.
- 6 En décidant officiellement de faire du Ruanda-Urundi une « terre à café », une idée déjà lancée par les Allemands au début du ^{xx}e siècle, l'État colonial s'engageait à mobiliser tous les responsables de l'administration dans la diffusion de cette plante « révolutionnaire ». Il faut se rappeler aussi qu'au début du mandat belge se posait le problème du déséquilibre budgétaire. Il fallait en un mot amener de gré ou de force le paysan à « produire » de l'argent. Aussi bien les responsables administratifs que les paysans, chacun avait conscience de la tâche qui lui revenait dans le cadre de la « collaboration » coloniale.
- 7 Sur le terrain, chaque responsable de la hiérarchie coloniale constitue un maillon de la chaîne. L'administrateur territorial (A.T.) « encadre » les agronomes et les moniteurs-café « indigènes » (Nsavyimana, 1989, p. 145).
- 8 L'agronome joue quant à lui un rôle technique d'envergure : établissement de pépinières, distribution des plants sélectionnés, contrôle des gestes agronomiques, etc. Aux moniteurs agricoles autochtones (*capita*) rapidement formés, il revenait le mesurage des champs réservés aux pépinières et surtout le repiquage des plants conformément aux instructions du Service de l'Agriculture. Les *capita* s'occupaient aussi de la plantation des arbres d'ombrage. Résidant eux-mêmes sur les collines, ces moniteurs y supervisaient concrètement tous les travaux, y compris la fabrication des paniers, l'épandage d'insecticide et le renouvellement du matériel de paillage. À l'instar du chef local, le moniteur était pris entre deux feux : celui de l'administration qui l'accusait d'être incompetent et celui de la population qui le prenait pour un collaborateur zélé des Blancs.
- 9 Tous les textes parlant du café, à commencer par une fameuse brochure élaborée en automne 1930¹, devaient être disponibles dans les écoles. L'initiation des jeunes aux gestes essentiels de la caféiculture était définie par le chef du service agricole, M. Everaerts, comme une étape à franchir le plus rapidement possible.
- 10 Si l'ensemble du personnel colonial semblait gagné à la culture du caféier, l'État devait affronter un double défi : vaincre les réticences paysannes, mais aussi faire taire, par l'exemple de réussites, les critiques des colons et de leurs défenseurs, qualifiés par le vice-gouverneur Voisin (lettre aux administrateurs du 11 septembre 1930) de

« personnes dépourvues de responsabilités, mais armées de vaines théories et qui ne semblent n'avoir qu'un seul désir : démolir ce qui fut péniblement réalisé ».

- 11 Ce programme était en effet perçu par les colons planteurs de caféiers de l'Est du Congo comme une volonté délibérée de l'État de saboter leur entreprise. Ils voyaient dans les responsables du Ruanda-Urundi de véritables ennemis de l'intérêt des Belges d'Afrique.
- 12 L'ère était à la fronde entre les deux groupes d'intérêt. Entre 1930 et 1938, l'essor du caféier se fait donc dans un climat de contradiction majeure entre les colons et l'administration dont les enjeux sont successivement la concurrence économique entre Blancs et Noirs et la question de la rémunération du travail des producteurs africains. La gestion de la production caféière révélait la difficulté de l'État colonial à remplir son rôle d'arbitre entre les intérêts des Européens (colons) et ceux des « indigènes ». En l'absence de force de décision, le programme café fut arrêté en 1938 pour reprendre après la guerre, ce qui désorienta les esprits non encore gagnés à cette culture exotique introduite autoritairement.

L'attitude ambivalente du pouvoir spirituel

- 13 Les supérieurs des missions ont été également sollicités pour défendre le caféier jusqu'à la chaire et enseigner à leurs ouailles les techniques élémentaires de la production. On sait combien les missionnaires furent associés aux grands projets économiques de Bruxelles dans le cas du Congo. Au Ruanda-Urundi, le premier engagement de l'Église à appuyer le programme-café est venu du vicaire apostolique, Mgr Julien Gorju, lui-même. Sa réponse à une demande d'appui formulée par les autorités coloniales² est des plus significatives :
- « Oui, M. le Gouverneur, Vous pouvez absolument compter sur la collaboration de mes Missionnaires dans l'œuvre de la mise en valeur des territoires sous mandat. Comme je l'écrivais hier dans le Rapport annuel que je dois à mes Supérieurs : « Avec le succès de cette campagne, le pays sera sauvé puisque, aussi bien, tout paysan doit être planteur. Et la religion trouvera son compte à son mieux-être. Fiat... » »
- 14 Elle était en effet en quête à la fois d'adeptes et d'argent.
- 15 Il faut dire que, Église comme État, chacun y voyait un intérêt : espoir chez les Pères blancs que l'argent tiré du café stabilise des populations enclines à émigrer vers des pays protestants, calculs de l'État qui comptait y trouver les ressources financières nécessaires à son action. Les missionnaires ont enseigné le caféier partout et l'ont même planté autour des missions, puisqu'il fallait prêcher par l'exemple : « C'est dans vos champs que les chrétiens et les jeunes apprendront les techniques de cette culture... », écrivait Mgr Gorju en 1931.
- 16 L'attitude des missionnaires était toutefois ambivalente : en appuyant la culture obligatoire du caféier ils cautionnaient la contrainte et toutes les brutalités dont le paysan caféiculteur était victime, surtout au cours des premières années de la diffusion de cette culture. L'Église avait le choix entre collaborer avec l'administration coloniale ou compromettre certains avantages comme les subsides que l'État accordait aux écoles sous convention missionnaire. Il n'y aura que quelques voix pour dénoncer ouvertement les abus de la colonisation, soit au nom de l'éthique morale dont l'Église catholique était porteuse, soit pour des intérêts matériels de la mission. La mobilisation générale des acteurs n'est pas parvenue à faire oublier les intérêts concurrents sur le terrain : l'État visait la production de l'argent par le travail paysan et l'Église était tiraillée entre la morale chrétienne et le travail nécessaire à la mission. Alors que les colons du Kivu craignaient la perte de leur main-d'œuvre, essentiellement faite de paysans recrutés au

Rwanda et au Burundi, certains hommes d'Église tenaient à disposer physiquement et moralement de leurs « brebis » pour leur conversion. La diffusion du caféier en milieu rural et surtout l'obligation qu'avait chaque Homme Adulte Valide (H.A.V.) de le cultiver furent perçues par un certain nombre de missionnaires comme un acte délibéré de sabotage de l'évangélisation, quoique l'argent tiré du café intéressât tout le monde (Hatungimana, 2005, p. 148). La mobilisation permanente de la paysannerie autour de cette nouvelle culture aurait en outre constitué un réel frein au progrès matériel de la mission qui comptait sur le travail des chrétiens pour cultiver ou construire.

- 17 Leur mécontentement pouvait se justifier par des arguments moraux ou pratiques, mais aussi par l'idéologie précapitaliste dont les premiers missionnaires étaient porteurs³. L'essor du progrès matériel (route, habillement à l'européenne) et la manipulation de l'argent étaient dénoncés au même titre que le vol dans la mesure où ils constituaient un obstacle à l'éclosion d'une chrétienté idéale. L'Église « anticoloniale », incarnée par le Père Schultz de Rugari, considérait en mai 1931 que « le progrès matériel... ne rend pas l'indigène meilleur, mais le désoriente complètement ». Ce vieux missionnaire pensait que la politique du vice-gouverneur Voisin, homme « obsédé par son succès politique »⁴, était inspirée par l'anticléricalisme, tandis que l'autorité coloniale ne voyait dans les agissements d'une partie de l'Église qu'une volonté ancienne de bâtir une chrétienté médiévale en dehors du temps (Hatungimana, 2005, p. 150).
- 18 Malgré les efforts de conciliation, chaque partie visait à gagner la confiance du Noir, ce qui eut comme conséquence de tirailler la paysannerie entre deux pouvoirs (spirituel et temporel) tantôt partenaires, tantôt antagonistes. Il y avait donc une sorte d'ambiguïté entre l'État et l'Église au sujet de la promotion économique du Ruanda-Urundi par le biais du café. Mais en fin de compte l'essentiel de la loyauté de l'Église catholique à l'égard de la métropole coloniale a été préservé. Le nationalisme et l'intérêt (besoin de subsides) ont toujours été le ferment de ce loyalisme auquel furent également appelées les autorités « coutumières ».

Le café et les pouvoirs locaux

- 19 Le troisième pilier politique dans ce contexte est le pouvoir local représenté par les chefs « modernes », une nouvelle catégorie de population gagnée à l'argent. Le pouvoir colonial attendait des chefs locaux qu'ils soient le flambeau de la mise en application de la politique du gouvernement en matière de santé, d'agriculture, de travaux publics, de perception de l'impôt, etc. Dans le domaine précis du caféier, leur engagement devait être double : être de super-encadreurs de la population et servir de modèles à leurs sujets par des plantations bien soignées. C'est donc par l'exemple que ces représentants de la tradition déversés dans la modernité étaient invités à agir. Cette méthode dont personne ne doutait de la réussite s'inspirait de l'expérience de Bukoba (en Tanzanie actuelle) pendant la période allemande. Encouragé par les fonctionnaires allemands, le sultan du Kiziba entretenait déjà 85 000 caféiers en 1909, ce qui a effectivement joué un rôle de déclencheur dans l'extension de la culture du caféier dans cette partie de l'Afrique de l'Est.
- 20 Par la voix du Vice-gouverneur Voisin, l'administration belge s'engagea à apprendre le plus vite possible aux chefs locaux les principes de l'économie moderne en leur faisant comprendre qu'

« il n'y a, dans le contexte de l'économie mondiale présent, mais aussi compte tenu des potentialités économiques limitées au Ruanda-Urundi, que le seul café qui puisse contribuer d'une façon significative à leur redressement économique d'abord, et celui de leurs sujets ensuite »⁵.

- 21 Leur influence sur la population était sans égale, ce qui a conduit l'administration belge à les considérer comme
- « les seuls rouages qui puissent fonctionner sans grincer entre l'autorité européenne et la masse des indigènes » (*R.A.B.R.U.*, 1926, p. 63).
- 22 Cette conversion verticale (elle devait concerner le caféier au même titre que le catholicisme) avait été expérimentée avec succès par les premiers Pères Blancs installés dans le pays.
- 23 Comme dans le cas des missionnaires, le nouveau chef au parfum colonial était confronté à un double défi : satisfaire aux exigences de l'administration européenne dont il dépendait désormais et rester proche de ses sujets qu'il était obligé d'amener de gré ou de force à produire de l'obéissance. C'est en effet sur le double critère d'autorité sur ses dépendants et d'« ouverture au progrès » que le pouvoir colonial composera une équipe de responsables locaux, politiquement soumis, par le biais desquels il s'assurera le contrôle de la paysannerie. Cette stratégie coloniale ne manqua pas de conséquences politiques comme on peut l'imaginer. Les autorités locales devaient être responsables et efficaces, faute de quoi elles allaient être remplacées par de nouveaux chefs « énergiques avec leurs sujets, mais dociles à l'égard des Européens » (Chrétien, 1982, p. 380). Les chefs pressentis furent de plus en plus de jeunes lettrés qui, pour la plupart, ne connaissaient pas le milieu rural.
- 24 Les chefs et les sous-chefs devaient être avant tout les relais de la pression administrative. Peu importait leur volonté de produire eux-mêmes cette denrée, l'essentiel était qu'ils revêtent l'habit du policier. C'est la conviction de l'agronome Everaerts, l'un des grands inspirateurs de la politique des cultures d'exportation au Ruanda-Urundi :
- « ...nous ne voulons pas impérativement de chefs entrepreneurs, mais des responsables capables de comprendre notre but : faire de leurs indigènes des producteurs de café »⁶.
- 25 C'est la catégorie des sous-chefs, les autorités locales les plus proches de la population, qui fournira le grand contingent d'« insoumis », et par conséquent de condamnés. Ils occupaient le rang le plus délicat dans la hiérarchie « coutumière », en tant que premiers responsables de l'« encadrement ».
- 26 La plupart des responsables locaux ont donc vécu dès lors dans un climat de menaces permanentes. L'implication des chefs burundais dans le programme de culture de rente a finalement affaibli leur autorité « traditionnelle ». Celle-ci fut politiquement dénaturée. Jadis maîtres de leurs entités administratives, les chefs ont été transmués en simples auxiliaires astreints à l'obéissance et l'allégeance. Certains chefs, comme Baranyanka ou Nduwumwe, ont su tirer de leur docilité un profit politique et atteindre un renforcement de leur influence sociale. Mais dans ce contexte conflictuel, c'est l'autorité coloniale qui est sortie victorieuse. À l'occasion de cette action agricole, le colonisateur a étendu ses contrôles politique et économique au détriment des chefs légitimes. Et les paysans furent les principaux perdants de cette « guerre des grands ».

L'État et le paysan : entre l'ordre et l'obéissance

- 27 Surveillés par l'autorité coloniale, les chefs locaux adoptèrent un comportement agressif envers les populations. C'est le résultat des nombreuses « évaluations » dont ils faisaient l'objet. Le sous-chef punissait pour échapper aux sanctions du chef, lequel devait lui-même rendre compte à l'administrateur. En tout cas, ni les sous-chefs, ni les chefs ne voulaient perdre leur statut ou leur poste. Aidés par des clercs et des policiers, ils frappaient « leurs indigènes », à l'instar de leurs supérieurs européens. Ceux-ci étaient devenus les sources de la légitimité politique, au nom de la modernisation. Les paysans étaient donc les cibles des tirs croisés de l'administration coloniale et des autorités locales.
- 28 C'est dans cette ambiance d'autoritarisme que le caféier a conquis l'espace agraire burundais et mobilisé des familles entières. C'est à partir de ce moment que la paysannerie a commencé à vivre d'une manière générale au rythme imposé par les Européens. Le premier « conflit » entre les Burundais et l'État colonial est né de la mobilisation outrancière de la population rurale autour d'une culture (le caféier) dont, surtout au début, elle ne profitait pas réellement. L'une des conséquences de cette insécurité fut le mouvement d'émigration vers l'Ouganda. Nombreux furent les Burundais qui ont fui la chicotte et la réquisition permanente, préférant s'installer dans les pays voisins (Ouganda et Tanganyika) sous domination britannique où le système colonial apparaissait plus souple. Les statistiques du Ministère belge des colonies pour les années 1930 donnaient environ 120 000 Burundais installés au Tanganyika, et 30 000 Burundais et Rwandais vivant en Ouganda (ils seront plus de 200 000 en 1948). Le rythme des départs s'intensifia entre 1933 et 1945 (Chrétien, 1978, p. 71-101), période pendant laquelle, à la fuite des obligations ressenties comme insupportables, se sont ajoutés de nouveaux besoins sociaux (argent, habits, etc.).
- 29 On a vu que les missionnaires ont perçu et décrit, voire dénoncé, ce climat de mobilisation du monde rural. Dans le *Diaire de Gatara* d'août 1933 on lit :
- « Aux mesures prises en vue d'éviter le retour des famines... s'est ajoutée une série de campagnes de plantations caféières. Des milliers d'arbustes sont diffusés, on fait des pépinières dans tous les bas-fonds et dans les bananeraies, et on prêche la culture du haut de la chaire. »
- 30 À la contrainte, le paysan était invité à répondre par l'obéissance, mais, dans les années 1930, de nombreux rapports officiels (exemple du rapport-café de Bururi de juin 1936) font état de la tendance de certains indigènes à fuir devant les travaux caféicoles. Même si les départs étaient le résultat de toute une conjonction de facteurs, la responsabilité des abus coloniaux dans cette expatriation des populations rurales est avérée. Or, ces abus ont atteint leur paroxysme au moment des campagnes de vulgarisation du caféier, c'est-à-dire entre 1933 et 1938. La cartographie du courant migratoire montre que le gros contingent de candidats à l'émigration provenait des zones situées à la frontière est du pays (Muyinga et Ruyigi) et des régions à grande densité caféicole (Ngozi et Kitega), du moins avant les années 1950, car ensuite le caféier est intervenu comme un facteur de stabilisation des populations, dont le revenu facilitait l'acquittement des obligations financières coloniales et coutumières.
- 31 La mobilisation de la « raison paysanne » en colonie était dictée par l'inégalité des forces en présence, l'avantage revenant à l'Européen dont les appuis étaient multiples

(responsables politiques locaux « vendus aux Blancs », personnel technique colonial, etc.). Mais à partir des années 1940, on observe un changement dans le traitement des populations africaines. C'est à partir de cette période que la Belgique remplaça progressivement les jeunes techniciens européens, dont on connaît l'influence politique⁷, par de jeunes Africains « évolués », formés à l'occidentale, en l'occurrence les lauréats de l'école d'Astrida (Butare) au Rwanda lancée en 1932.

- 32 Cependant cette nouvelle élite nationale, censée prendre la relève, ignorait les réalités rurales, cette attitude pouvant aussi être mise sur le compte de l'école moderne. En effet, si les Belges incarnaient par définition l'autoritarisme du conquérant, les jeunes cadres burundais, imbus de leurs diplômes et de leur importance, n'étaient pas prêts à se « dégrader ». Elles accédaient à la fois à des réalités politiques modernes et à un statut qui les déconnectait de leur milieu. Grâce au contact avec le monde occidental à travers l'école, ils avaient acquis la connaissance des principes de liberté et d'égalité qu'ils vont mettre au service du mouvement d'émancipation politique. Leur idéologie fit du cercle des jeunes « Astridiens », que ce soit au Rwanda ou au Burundi, un véritable foyer de nationalisme moderne. Mais ces nationalistes étaient aussi porteurs des conceptions élitistes que partageront les cadres techniques du développement et les futurs décideurs d'après l'Indépendance.

Le Café et l'État post colonial

- 33 « Legs, héritage ou transmission », sont des termes, appliqués à l'État colonial au tournant des Indépendances, qu'on peut utiliser dans leur sens littéral à propos du caféier en tant que culture d'introduction européenne. L'itinéraire du caféier au Burundi depuis ses débuts illustre bien une situation marquée plus par des continuités que par des ruptures entre les deux périodes, coloniale et postcoloniale, tant sur les plans agronomique qu'économique. Cette culture est restée un enjeu de pouvoir et de spéculation internationale et aujourd'hui, plus qu'hier encore, le Burundi est pris en otage économiquement par cette monoculture d'exportation, toujours encadrée d'une manière policière, malgré les tentatives pour faire adhérer le paysan à travers la méthode de vulgarisation dite participative (Cochet, 1995, p. 86-90). La libéralisation de la filière café est sur les lèvres de toutes les ONG qui interviennent dans le pays, sans oublier la pression des bailleurs de fonds qui voudraient contribuer à la remise de la richesse entre les mains de ceux qui la produisent (les paysans). Au plus fort des débats politiques qui précèdent les élections ou en pleine crise, comme celle que le pays traverse depuis le début des années 1990, le café est convoqué pour servir de preuve dans le procès contre un État boulimique qui mange impitoyablement ses paysans, même si les choses ne sont pas si simples.

Le café et les technocraties agronomique et développementaliste

- 34 Le café a été soutenu par l'État depuis le début avec le double objectif de s'assurer des ressources financières et de fournir à la masse paysanne des revenus monétaires. Mais cette ambition a été contrariée par la faiblesse de la production et la volatilité des prix sur le marché international et aussi par la reconduction, contre toute logique agronomique, de méthodes culturelles qu'on pourrait qualifier d'exotiques.

Faible production et instabilité des prix : un développement piégé

- 35 Le café, dont la production avait sensiblement chuté au cours de la décennie d'après l'Indépendance (1962-1970), la population ayant perçu cette culture comme un des symboles de la colonisation, reste toutefois au cœur de l'économie du pays. Au cours de la décennie 1980, l'encadrement agricole reprend l'allure des campagnes policières de l'époque coloniale, l'État liant son essor à l'évolution du verger national et surtout à l'accroissement des tonnages exportés. Grâce à la politique développementaliste de la Deuxième République (1976-1987), la croissance économique a profité de la rente du café dont les prix mondiaux avaient flambé autant que des aides de la coopération multilatérale, d'où le décollage économique dans presque tous les secteurs de la vie nationale, faisant même oublier les questions politiques de fond, comme celle dite « ethnique ». On se rappelle qu'à l'apogée de ce régime, l'industrie du café connut des évolutions spectaculaires, surtout avec la création à travers le pays de stations de lavage, dont le but était d'améliorer la qualité du café parche⁸.
- 36 La mobilisation étatique a ainsi permis au verger national de passer de 90 millions à 220 millions d'arbustes en moins de dix ans. Les superficies occupées par le caféier ont elles-mêmes continué à augmenter d'une manière sensible. Elles seraient passées de 40 000 à 80 000 ha entre 1980 et 1995, permettant de rêver d'une production moyenne annuelle comprise entre 45 000 et 50 000 t de café marchand au début des années 1990. Les planificateurs ont vite déchanté, parce que l'accroissement des plants ne s'est pas toujours traduit par l'augmentation de la production. Celle-ci
 « a évolué en dents de scie dans une fourchette de 30 000 à 35 000 tonnes de café marchand sans manifester aucun signe du décollage espéré ». (Cochet, 2001, p. 271)
- 37 Parallèlement le pays a connu depuis 1991 des crises politiques gravissimes dont la dernière et la plus meurtrière est celle de 1993.
- 38 Dans ce contexte la crise caféière apparaît aussi comme une crise de confiance entre l'État et les paysans. Jusqu'en 1976, la filière café était en grande partie privatisée, les pouvoirs publics n'intervenant que dans la vulgarisation, la subvention de la recherche agronomique et dans le maintien de l'équilibre produit-prix à travers sa politique de fixation et de stabilisation des prix au producteur. Or la nationalisation des usines de café entamée en 1977 et la mise entre les mains de l'Office du Café du Burundi (OCIBU) de toutes les activités en amont de l'exportation du café ont fait de la filière café un domaine complètement administré (International Alert, 2007, p. 7). En faisant pression à la baisse sur le prix payé aux producteurs, l'évolution défavorable des cours du café a contribué à décourager les agriculteurs (Cochet, 2001, p. 271). En 2001-2002, le Burundi n'atteignait pas la moitié des prix de 1980. À en croire l'ONG britannique Oxfam, la saison caféière 2001-2002 a rapporté au Burundi 20 millions US \$: au prix prévalant durant les années 1980, le pays aurait reçu 48 millions US \$, la différence de 28 millions représentant en 2001-2002 près du cinquième du budget national.
- 39 Les caféiculteurs burundais ont toujours touché un prix inférieur à celui proposé dans les pays voisins comme l'Ouganda, la Tanzanie ou le Rwanda. En 1998, la part du producteur burundais est estimée à 33 % du prix international du café, alors que par exemple en Ouganda et en Tanzanie voisins les taux sont respectivement de 49 % et de 41 % ou encore de 39 % pour le Rwanda (*IMF Staff Country Report n° 98/115. Rwanda : Statistical Appendix*, 1998, p. 10). Au Burundi, que ce soit pour le café, le thé ou le coton, dont les prix aux

producteurs accusent des baisses en termes réels, l'État qui contrôlait la commercialisation des cultures d'exportation n'a pas répercuté réellement les hausses des cours internationaux sur les prix aux producteurs.

Maintien des méthodes culturelles exotiques

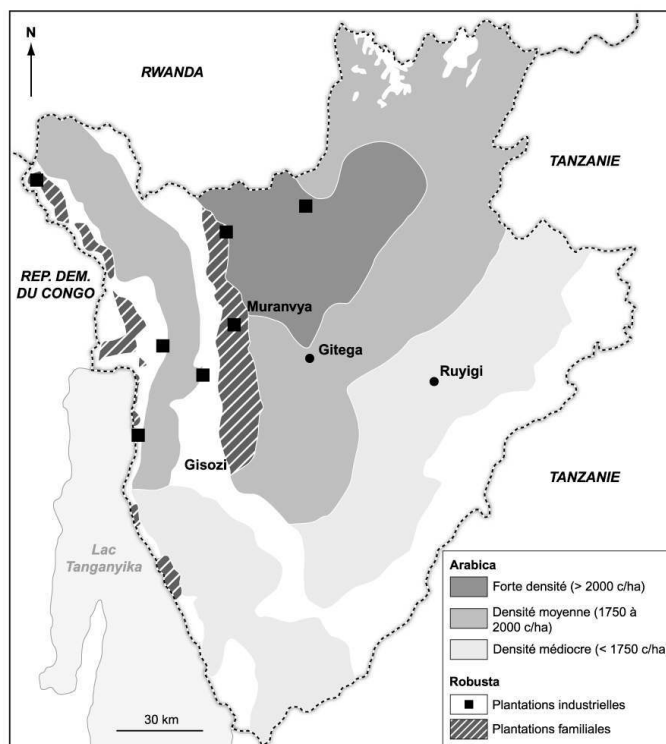
- 40 On l'a vu pour les années 1930, la paysannerie burundaise n'avait jamais été aussi capturée et exploitée qu'à l'occasion de l'extension du caféier. Le constat reste valable plus de 70 ans après. La nature et la rigidité des techniques culturelles (paillage, lieu d'implantation des caféières, choix de la culture pure, tailles et recépage, traitement post-récolte) que l'État moderne a continué à « mettre à la disposition » du caféiculteur burundais sont identiques à celles de la période coloniale (Hatungimana, 2005, p. 353-389), ce qui permet de parler de continuité dans une situation de prétendue rupture politique incarnée par les indépendances.
- 41 Le principe de l'installation des caféières sur le bord des pistes, avec un alignement des parcelles, est toujours en vigueur. Il reste aujourd'hui comme hier interdit d'arracher les caféiers indépendamment de leur capacité à produire. La plantation des caféiers en culture pure, hors de toute forme de culture associée intercalaire, est un des thèmes techniques auxquels les vulgarisateurs et l'administration locale restent attachés. Les « spécialistes » du caféier recommandent de « relever » chaque année de 30 cm la « jupe » du caféier.
- 42 L'État, pressé de faire produire beaucoup et vite dans un esprit de croissance à tout prix, impose des méthodes d'exploitation caféicole tellement rigides et exotiques (au sens colonial du terme) qu'il a fini par desservir la cause du café. L'itinéraire technique de la culture du caféier reste donc celui des années 1930, alors que toutes les autres composantes de l'agriculture burundaise ont profondément changé depuis cette époque. Toutes les études menées sur le caféier/café ces dernières années insistent sur la nécessité d'une remise en cause des techniques d'encadrement et de l'introduction de plus de liberté dans les méthodes de production (Hubert, 1987, p. 51 ; Cochet, 1995, p. 81). Mais, comme à l'époque coloniale, le paysan participe rarement aux décisions concernant une culture qui est restée pourtant sa prérogative.
- 43 Le « *capita café* » d'aujourd'hui est aussi craint que le surveillant des cultures nommé par l'administration coloniale. On l'amadoue à coup de bière pour ne pas, par exemple, se voir imposer le recépage des caféiers portant encore des baies vertes. On le « supplie » de ne pas remettre à l'administration locale la liste de ceux dont les caféiers ne sont pas bien paillés. Le vulgarisateur est souvent approché pour une « faveur » : introduire dans les caféières quelques plantes vivrières utiles à l'alimentation de la famille. Comme n'importe quel agent colonial des années 1930, il n'est pas lui-même concerné par les techniques qu'il impose, l'essentiel pour ce fonctionnaire policier étant d'amener les autres à les appliquer aveuglément.
- 44 La survivance de l'autoritarisme dans le domaine du caféier, fondé sur la transmission verticale de savoirs agronomiques élaborés en dehors du milieu d'application hypothèque dangereusement l'avenir de cette culture. Sans avoir tiré les leçons du passé, l'État vient de décider le retour des vulgarisateurs, un service qui avait été suspendu suite à la guerre civile. L'État est ruiné et, comme jadis, cherche l'argent dans les campagnes. Plus de 400 moniteurs agricoles ont été récemment recrutés (février 2007) pour la seule province de Gitega. Mais quels outils techniques et quelles connaissances agronomiques comptent-ils

mettre en œuvre pour redresser une paysannerie malade de la faim et incapable de produire assez d'argent ? Pourtant l'urgence est là : le paysan doit faire face à la flambée des prix des produits alimentaires qui découle des insuffisances de la production récente.

- 45 En 1985, des militaires ont débarqué sur les collines du Nord (et du Centre) du pays avec la mission d'opérer des éclaircies dans les bananeraies que le pouvoir de l'époque jugeait touffues et encombrantes pour les autres cultures, y compris le caféier. Comme rien n'avait été expliqué aux paysans, nombreux sont ceux qui ont fui un autre « *ikiza* » (fléau), référence faite aux massacres sélectifs qui ont visé les Hutu en 1972. Aux yeux de ces paysans, traumatisés par des cycles de violence sur fond ethnique, la présence sur le terrain d'hommes en uniforme, cette fois-ci armés de machettes et majoritairement tutsi ne devait viser qu'à exterminer des Hutu. La chute du premier bananier sous le coup de la machette « militaire » fut interprétée comme la conséquence de la colère de militaires tutsi n'ayant pas trouvé de Hutu à couper ! Ce genre d'incident montre le syndrome que pouvait véhiculer toute intervention de l'État (*leta* en kirundi) dans la vie rurale de ce pays. L'agronomie autoritaire devenait comme un symbole de l'ensemble des rapports sociaux (Cochet, 1996, et 2001, p. 433-435).

Figure 1 – Régions productrices de café arabica et robusta au Burundi dans les années 1985.

(Source : Atlas du Burundi)



Le café et la pression internationale

- 46 Comme la plupart des pays pauvres, le Burundi dépend de cette monoculture d'exportation, même si son importance relative a tendance à baisser (alors que la part du café dans les exportations nationales était estimée à 87,69 % en 1997, elle ne représente que 36,41 % en 2005 (Burundi. Banque de la République, 2001 et 2005)). Sur le plan

financier, bien qu'elle représente toujours une source de devises précieuses pour l'État, la filière café, frappée par la baisse des cours mondiaux depuis les années 1990 et par la dépréciation du café burundais ces dernières années, a accumulé des déficits importants aggravés par des charges opérationnelles croissantes. La dette intérieure de la filière est estimée à près de 27 milliards de Francs burundais (FBu) (février 2005) tandis que la dette extérieure avoisine 35,5 milliards FBu à la même date. Plus grave, le Fonds de stabilisation enregistre un déficit de 9 milliards Fbu. Ainsi les Banques se montrent de plus en plus réticentes à financer les campagnes café. L'État lui-même est aujourd'hui incapable de renouer avec la pratique de garantie de crédits au secteur café par l'intermédiaire de l'OCIBU (International Alert, 2007, p. 10). Face à cette situation de blocage, la position des bailleurs de fonds est tranchée. Pour le Fonds Monétaire International (FMI) par exemple, la réforme de la filière café est prioritaire dans le processus des réformes économiques attendues du gouvernement burundais. Il prône une courte transition entre le passage du système administré au système libéralisé, afin de réduire au plus vite la prédominance publique dans ce secteur.

- 47 La Commission Européenne est plus réaliste. Sa politique consiste à renforcer la filière avant toute privatisation. Les SOGESTAL (Sociétés de Gérance des Stations de Lavage)⁹ et les stations de lavage, aujourd'hui placées dans le point de mire des bailleurs de fonds, devraient voir leur valeur optimisée pour éviter de les brader, ce à quoi la Commission Européenne s'est engagée. Elle s'est également montrée favorable à l'éclosion d'associations de producteurs qui s'impliqueraient dans la gestion de leur filière. Cela exige que celle-ci soit repensée.
- 48 On assiste aussi à une implication de plus en plus croissante d'ONG qui interviennent dans la consolidation de la paix et de la justice sociale dans le pays. C'est l'exemple d'International Alert qui veut faire du café un outil de mobilisation des consciences autour de l'unité nationale et de réconciliation d'un peuple déchiré par plus de trois décennies d'affrontements sanglants. Elle insiste donc sur la nécessité de concilier les réformes économiques, du moins dans le domaine du café, avec le processus politique en cours, consciente que la libéralisation de la filière café pourrait
- « servir de vecteur à l'intégration des différents groupes d'intérêts représentant des bases sociales politiquement actives. Ainsi, cette privatisation devrait pouvoir accommoder aussi bien l'ancienne élite économique que les milieux d'affaires proches des partis issus des ex-mouvements armés, derniers arrivés dans la sphère politique et économique du pays ».
- 49 La mise en place d'un actionnariat inclusif ne pourrait donc que donner de la consistance aux politiques de réconciliation et de cohésion sociale. La présence de plus en plus déterminée de mouvements associatifs de caféiculteurs répond à un besoin de participation des différents groupes d'intérêt dans le secteur du pays le plus rentable et le plus ouvert aux spéculations (aussi bien économiques que politiques). Les soubassements politiques de la question sont réels et connus.
- 50 On ne saurait conclure sur cet interventionnisme extérieur sans évoquer l'embargo qui a été imposé au Burundi au lendemain du coup d'État militaire du 25 juillet 1996. Interrogé sur ses conséquences sur la commercialisation du café, le directeur général de l'OCIBU de l'époque, cachait mal ses inquiétudes :
- « ...jusqu'à présent nous ne pouvons pas organiser les enchères pour l'exportation. Notamment la production de la campagne 1996-1997 n'a pas encore été mise sur le marché. En fait nous avons prévu la première enchère pour le 7 août, mais jusqu'à présent nous venons de rater trois enchères. Ca veut dire à peu près 2 500-3 000

tonnes qui n'ont pas été vendues. Donc la situation nous occasionne beaucoup de manque à gagner et nous préoccupe beaucoup » (Interview..., 1996, p. 7).

- 51 S'ajoutant à la perturbation des activités agricoles consécutive à la guerre, l'isolement du pays a aggravé le déficit de la balance commerciale (André, 1997-1998, p. 63-69). La commercialisation du café par la voie des enchères a été perturbée, rendant difficile la négociation des prix indexés aux cours mondiaux qui étaient favorables ces dernières années. Il en est résulté une baisse aggravée des prix payés aux producteurs. Si l'embargo rimait avec la rupture des enchères pour le café, la vente ne s'est pas pour autant arrêtée, mais elle a changé de forme. Le café s'échangeait contre des produits stratégiques comme le carburant et d'autres matières pour la Brasserie, la Société sucrière du Mosso (SOSUMO), etc. En outre certains partenaires n'ont pas honoré leurs engagements, entraînant d'énormes pertes pour l'OCIBU. Plus de 2 milliards FBu auraient été perdus par l'Office suite à la vente bradée de café par contrats croisés. Vu sous l'angle de l'inspection générale des Finances le montant serait plus lourd. Il faudra attendre le 23 janvier 1999 pour que les chefs d'État et de gouvernement de la région décident de lever les dernières sanctions de l'embargo, ce qui a permis au café de retrouver le chemin du marché normal.

Le café et les partis politiques : de l'Uprona au Palipehutu

- 52 En tant que sources de devises, le café a longtemps représenté le « joyau des princes », ce qui a fait de lui un véritable vecteur de la construction des pouvoirs. De Rwagasore, père de l'Indépendance nationale et fondateur du parti Uprona (Union pour le progrès national), à Rwaswa, chef du Palipehutu (Parti pour la libération du peuple hutu), dernier mouvement rebelle armé actuellement en négociation avec le gouvernement de Bujumbura, le café a toujours représenté un enjeu politique majeur. On se souvient que Rwagasore comptait sur les coopératives café pour mobiliser les upronistes (*badasigana*) autour de ses idéaux nationalistes, une stratégie qu'il avait empruntée au leader nationaliste tanzanien, Julius Nyerere. Alors qu'à cette époque le café était utilisé pour la mobilisation de la conscience nationale contre la colonisation sa récupération ethnique ne tarda pas une fois l'Indépendance obtenue. L'instrumentalisation du café explique les polémiques politiques qui l'entourent.
- 53 Jusqu'à l'avènement du multipartisme au Burundi, au début des années 1990, le
« parti Uprona, devenu l'instrument de mobilisation de la population, s'emparait du café en remettant au goût du jour une rhétorique déjà ancienne mais qui allait malheureusement connaître une longévité étonnante » (Cochet, 2000, p. 375).
- 54 Il était régulièrement sollicité pour encadrer le peuple pour l'amener à produire davantage.
« Les comités du parti et des mouvements intégrés de tous les échelons devront mener une action énergique en collaboration avec les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture, en vue de mobiliser les populations pour une production accrue. » (République du Burundi, 1980).
- 55 Le café était au cœur de cette mobilisation et, comme le mentionne H. Cochet, il est significatif que les gouverneurs placés à la tête des deux grandes régions caféicoles, à savoir Ngozi et Gitega, aient été jusqu'en 1993 des ingénieurs agronomes¹⁰.
- 56 Sous l'angle politique, les faibles prix payés aux paysans caféiculteurs conduisirent d'autres à conclure à une exploitation des ruraux par une classe urbaine, présentée comme majoritairement tutsi et rassemblée au sein de l'Uprona. Cet argument a été porté

par les mouvements d'opposition hutu à partir de 1972 jusque récemment. Cela a été parfois suivi d'arrachage et d'incendies de plantations. Il est devenu courant qu'à la moindre tension sociale ou politique, des paysans fassent l'amalgame entre le café et le pouvoir qu'ils voulaient combattre. Ils s'en prennent aveuglément aux champs des voisins dont ils ne partagent pas l'appartenance « ethnique » ou politique. Qu'on se rappelle l'exemple de Ntega et Marangara en 1998 où les caféières furent incendiées systématiquement par les insurgés. Ces actes de vandalisme ont touché dans certaines régions les usines de dépulpage du café qui ont été saccagées par des mouvements rebelles en 1998.

- 57 Des paysans ont même arraché clandestinement (surtout la nuit) leurs caféiers pour se « venger » de l'État censé s'enrichir à leurs dépens. Cette culture de rente est ciblée pour les ressources financières qu'elle procure à l'État, avec les possibilités de celui-ci d'investir dans les moyens de répression militaire. Cette psychose s'est nourrie des crises politico-ethniques répétitives. L'armée et l'administration étant *a priori* tutsi, même si des Hutu en faisaient aussi partie, les caféiculteurs ne pouvaient être que hutu, même si des agriculteurs tutsi partageaient la même activité.
- 58 Le communiqué n° 6 du Palipehutu (une organisation à l'époque clandestine) de mai 1988 donne les dimensions de cet amalgame. On y lit ceci :
- « Les Tutsi nous exploitent, nous sucent le sang en attendant le supplice. Nous cultivons le café et ils l'exportent. C'est avec l'argent ainsi récolté qu'ils payent les fusils et autres armes destinés à nous éliminer. » (Chrétien, Guichaoua et Le Jeune, 1989, p. 182).
- 59 Tout lecteur avisé remarquera que cette globalisation prend tous les Tutsi pour des bourgeois.
- 60 Lors de la campagne précédant les élections de juin 1993 et la victoire du Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi), une formation politique d'obédience hutu, le café a été convoqué par les acteurs politiques de l'époque pour lui faire jouer un rôle mobilisateur. L'Uprona, en compétition avec le Frodebu, n'était aux yeux de l'élite hutu que l'image de l'État tutsi (*Leta ntutsi*), ce rouleau compresseur qui n'aurait épargné aucun Hutu. Les élites proches des paysans, enseignants ou assistants agronomes, firent le succès de ce discours en milieu paysan. « L'Aube de la démocratie », organe du Frodebu, relayait ces slogans pour neutraliser l'Uprona et prit fait et cause pour deux membres du parti accusés de saboter la culture du caféier (arrachage et incitation à la destruction des caféiers). L'affaire s'enlisa sans l'espoir que les parties engagées dans ces diatribes songent un jour à rehausser le débat en écoutant le paysan lui-même s'exprimer sur son café. Le débat sur la valorisation du revenu paysan est lié aux enjeux du commerce international, mais « l'ethnicisation » de la vie politique a rejilli sur la compréhension du monde rural lui-même.
- 61 Une réflexion sur le thème du « café et des pouvoirs au Burundi » n'est pas un exercice aisé. Cette culture « miraculeuse » d'introduction coloniale a en effet pris une ampleur économique et politique sans précédent, multipliant ainsi ses acteurs. On la croyait avant tout paysanne dans la mesure où elle est cultivée sur de petits lopins gérés par chaque famille sous la direction du père. Avant l'Indépendance, le pouvoir colonial appuyé par les missionnaires et les agents coloniaux disséminés à travers le pays contrôlait cette culture avec une main de fer. Réussir le café, c'était ouvrir le pays au progrès, pouvait-on entendre des milieux coloniaux belges. Les champs étaient devenus de véritables lieux d'apprentissage où le paysan était initié à des techniques de culture modernes.

- 62 Les chefs locaux ont été mobilisés avec l'objectif d'en faire à la fois des caféiculteurs et des moniteurs. Leur promotion, comme leur destitution, tenait compte du degré d'engagement de chacun dans cette campagne de vulgarisation d'une culture jusque-là inconnue des Burundais. À partir des années 1950, le café est devenu une base économique solide pour le paysan qui pouvait désormais payer l'impôt et accéder aux biens liés à la modernité (cotonnade, ustensile de cuisine, outils agricoles, bière des brasseries, etc.). Ce progrès économique relatif cache mal la pression permanente dont le paysan était victime et dont il espérait se débarrasser à l'occasion de l'indépendance nationale retrouvée.
- 63 La désillusion fut grande car les mêmes méthodes d'exploitation du caféier, et par conséquent la même coercition, furent reconduites par l'État avec un peu d'époussetage. Théoriquement, tous les régimes qui se sont succédé au Burundi ont exprimé leur volonté de développer le paysan par le café. La régression quantitative et qualitative (le *fully washed* a cédé la place à des cafés de qualité inférieure) commencée en 1963 (de 27 279 tonnes enregistrées en 1959, la production tombe à 5 777 t en 1963) se poursuit durant les années 1970. La décennie 1980-1990 a vu le verger national s'accroître sans que la production suive nécessairement. Les explications sont variées : crise générale de la paysannerie, faiblesse de la production vivrière compromettant les cultures de rente, gourmandise de l'État venant décourager le producteur paysan, instrumentalisation du café à des fins politiciennes, diffusion d'une propagande anti-caféier, un marché international volatile, etc. Dans ce contexte, l'économique et le politique ont fini par se mêler, ce qui a ouvert la voie à des spéculations et polémiques politiques, qui ont finalement occulté le véritable débat social. La « modernité » du café a paradoxalement servi de support à des passions ethniques.
- 64 Toutefois, l'intérêt économique du café reste indéniable, non pas seulement pour l'État ou l'élite urbaine, mais aussi pour le paysan. Malgré la crise politique et la désorganisation du marché mondial, cette denrée, dont la production annuelle est estimée à 30 000 t, rapporte près de 60 millions US \$ chaque année (80 % des devises du pays) ; elle procure des revenus à plus d'un million de ménages ruraux et fait entrer dans les caisses de l'État 3 à 10 milliards FBu sous forme de taxes à l'exportation (*Le Renouveau du Burundi*, 1998, p. 2). Les débats qui s'ouvrent aujourd'hui sur la valorisation de la filière café par l'intégration dans le circuit commercial des associations de planteurs interviennent au moment où tous les indicateurs font apparaître une baisse constante de la production et où certains acteurs (y compris les bailleurs de fonds) ou observateurs s'interrogent sur la capacité du café à redresser l'économie nationale. L'absence de perspectives dans ce domaine ne manquera pas de grever les finances de l'État ainsi que l'économie des producteurs, accentuant les réactions de rejet à son égard.
- 65 Encore une fois le point de vue concret du paysan caféiculteur est nécessaire pour mieux comprendre les blocages du café et remettre la filière sur les rails. Mais, comme le fait observer Hubert Cochet (1995, p. 87),
- « tout semble se passer comme si le paysan restait finalement « sous tutelle » et cette tutelle continue d'englober indistinctement ce qui relève du conseil technique proprement dit, ce qui relève de l'encadrement administratif sans doute aussi politique ».
- 66 Or c'est par la conjugaison des compétences et des énergies des pouvoirs publics et de la population, sur un modèle de dialogue franc, qu'il est possible d'envisager objectivement l'avenir économique et social du café au Burundi.

Plantation de caféiers robusta dans la vallée de l'Imbo, Burundi.

(Cliché : O. Chapuis, mai 1982).



BIBLIOGRAPHIE

- ANDRÉ C., 1997-1998 – Embargo et insécurité au Burundi : les effets économiques. *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 1997-1998*, p. 63-69.
- Atlas du Burundi*. Bordeaux – Pessac, CEGET – CNRS ; Ministère de la Coopération : Paris ; Université du Burundi : Bujumbura, 30 pl. coul., notices, n.p.
- BURUNDI. Banque de République, 2001 et 2005 – *Bulletin mensuel* de déc. 2001 et déc. 2005.
- CHRETIEN J.-P., 1978 et 1993 – Des sédentaires devenus migrants... *Culture et développement*, Bruxelles, vol. X, n° 1, 1978, p. 71-101 ; repris dans : CHRETIEN J.-P., 1993 – *Burundi. L'histoire retrouvée*. Karthala : Paris, p. 275-310.
- CHRETIEN J.-P., 1982 – Féodalité ou féodalisation du Burundi sous le mandat belge. In : *Études africaines offertes à Henri Brunschwig*. Paris.
- CHRETIEN J.-P., 1993 – *Burundi. L'histoire retrouvée*. Karthala : Paris.
- CHRETIEN J.-P. ; GUICHAOUA A. et LE JEUNE G., 1989 – La crise d'août 1988 au Burundi. *Cahiers du C.R.A.*, Paris, p. 182.
- COCHET H., 1995 – *Étude sur la stratégie des producteurs de café au Burundi*. MAE-OCIBU : Bujumbura.
- COCHET H., 2001 – *Crises et révolutions agricoles au Burundi*. INAPG-Karthala : Paris.
- COIFARD J.-L., 1965 – *Soixante ans de colonisation au royaume du Burundi (1902-1962)*. Mémoire de DES, Université : Rennes.

- GAHAMA J., 1983 – *Le Burundi sous administration belge*. Karthala : Paris.
- HATUNGIMANA A., 2005 – *Le café au Burundi au XXe siècle*. Karthala : Paris.
- HUBERT J.-P., 1987 – *Évaluation du transfert et de l'application des thèmes techniques de la caféiculture en milieu paysan...* ISABU : Bujumbura.
- INTERNATIONAL ALERT, Bujumbura, 2007 – *Réformes de la filière café au Burundi : perspectives d'avenir pour la participation, la prospérité et la paix*. Bujumbura, février.
- INTERNATIONAL MONETARY FUND, Washington, 1998 – *IMF Staff Country Report n° 98/115. Rwanda : Statistical Appendix*. IMF : Washington, octobre.
- Interview de M. Thomas Minani, directeur général de l'OCIBU. *Le Renouveau*, Bujumbura, 18 septembre 1996, p. 7.
- Le Renouveau du Burundi*, n° du 21-22 août 1998.
- Lettre aux agronomes de Territoires, Usumbura, 12 mai 1932.
- Lettre aux Agronomes de Territoires, Usumbura, 11 septembre 1930, [AAB, Bur (304)].
- NSAVYIMANA D., 1989 – *La mobilisation de la force de travail au Burundi sous le mandat belge (1920-1940)*. Thèse de doctorat : Louvain.
- RÉPUBLIQUE DU BURUNDI, Secrétariat national du parti Uprona, Bujumbura, 1980, cité par Cochet, 2000, p. 376
- SASSERATH J., 1948 – *Le Ruanda-Urundi : étrange royaume féodal au cœur de l'Afrique*. Édition Germinal : Bruxelles.
- Vicariat apostolique de l'Urundi, Enseignement agricole. *Programme café*. Mugera, 1^{er} août 1933, [AAB, D 114].

NOTES

1. . Elle avait pour titre : « La culture du café *arabica* au Ruanda-Urundi ».
2. . Vicariat apostolique de l'Urundi, Enseignement agricole. Programme café, Mugera, 1^{er} août 1933, AAB, D 114.
3. . On retrouve, à travers certaines de leurs prises de position, la référence à la parabole biblique sur l'impossibilité de servir deux maîtres, en l'occurrence Dieu et l'argent. Ainsi les Pères de Rugari réagirent mal à la visite du gouverneur Voisin, soupçonné d'être venu « exciter les gens pour qu'ils cultivent du café » (voir le Diaire de Rugari de mai 1931).
4. . Diaire de Rugari, mai 1932.
5. . Lettre aux Agronomes de Territoires, Usumbura, 11 septembre 1930, AAB, Bur (304).
6. . Lettre aux agronomes de territoires, Usumbura, 12 mai 1932.
7. . S'ils ont été manifestement peu performants sur le terrain agricole, leur influence sur la conduite de la politique intérieure des territoires de leur affectation fut grande. Les rapports qu'ils adressaient à l'agronome du territoire décidaient de la destitution ou du maintien des responsables politiques locaux.
8. . L'installation de ces usines (*izine*) nécessita la mobilisation des espaces agraires (et pastoraux) ou des propriétés privées. L'occupation par l'État de ces terres pour lesquelles l'indemnisation était symbolique, renforça chez le paysan le sentiment d'un pouvoir obsédé par son propre succès au mépris de l'intérêt du citoyen. Cela rappelle également la fameuse politique de « villagisation » entamée à la même période avec des résultats mitigés.

9. . Elles ont été créées en 1991 pour décentraliser la collecte du café dans les différentes régions du pays.

10. . Il s'agit de Joseph Ndiokubwayo pour Ngozi et de Yves Minani pour Gitega.

RÉSUMÉS

Le contact entre le café et le Burundi s'est effectué au début des années 1920, mais son extension a été effective en 1950. Cette nouvelle culture d'exportation allait mobiliser tout le pays, en commençant par la population « indigène ». Elle a pris une grande ampleur économique et politique qui explique la multiplication des acteurs.

Les pouvoirs colonial (missionnaires et agents coloniaux) et postcolonial ont vite manifesté leur intérêt face à une production appelée à « révolutionner » le monde rural amené désormais à produire, en plus de la nourriture, de l'argent. Ainsi, le paysan « encadré » allait être capable de financer l'administration coloniale et jouir des bienfaits de la civilisation incarnés par l'acquisition des biens imposés par la modernité comme les cotonnades, les ustensiles de cuisine, les outils agricoles, etc.

Indépendamment des époques, le café a été au Burundi au cœur des débats politiques, dans une ambiance où l'économie et les fantasmes ethniques se mêlent finalement. C'est par le biais de cette culture de rente que les différents pouvoirs qui ont été à la tête du pays, depuis la colonisation à nos jours, ont exercé, d'une manière décisive, tout leur poids sur l'économie et la société burundaise. Cette emprise reste intacte, en dépit des débats qui s'ouvrent aujourd'hui sur l'intégration dans le circuit commercial des associations de planteurs. Il est clair que le développement du paysan par le café, tant chanté par les différents régimes, a été entre autres piégé par le « trop d'État » dans le secteur caféier.

Coffee and powers in Burundi

The contact between coffee and Burundi was established at the beginning of the 1920s, but its extension was effective in 1950. This new culture of export was going to mobilize the whole country, to start with «indigenous». It took a great economic width and policy which explains the multiplication of actors.

The colonial (missionaries and colonial agents) and post colonial powers quickly felt interest in this production likely “to revolutionize” the rural area that had to produce for money in addition to food since then. Thus, the supervised peasant was enabled to finance the colonial administration and to enjoy the benefits of civilization through the acquisition of goods imposed by modernity namely the cotton fabrics, the kitchen utensils, the agricultural tools etc.

Regardless of the periods, coffee was in Burundi the key issue of political debates, in an environment where the ethnic and economic phantasms finally mix. It is by means of this culture of revenue that the various powers that ruled the country to date back to the colonization period up to now, exerted in a decisive way, all their influence on the economy and the Burundian society. This influence remains intact even today, in spite of the debates aimed at integrating the growers in the network of its commercialization. It is clear that the development of the peasant by means of coffee, so much praised by the various regimes was handicapped by “too much State” in the coffee sector.

INDEX

Mots-clés : Burundi, café, caféier, paysannerie, Politique coloniale, politique économique, culture d'exportation, culture de rente, économie rurale

Keywords : Burundi, Coffee, Peasant, Colonial policy, Economic policy, rural economy, exportation agriculture

AUTEUR

ALEXANDRE HATUNGIMANA

Professeur d'Histoire, Université du Burundi ; mél. : alhatu2002@yahoo.frpp. 263-284